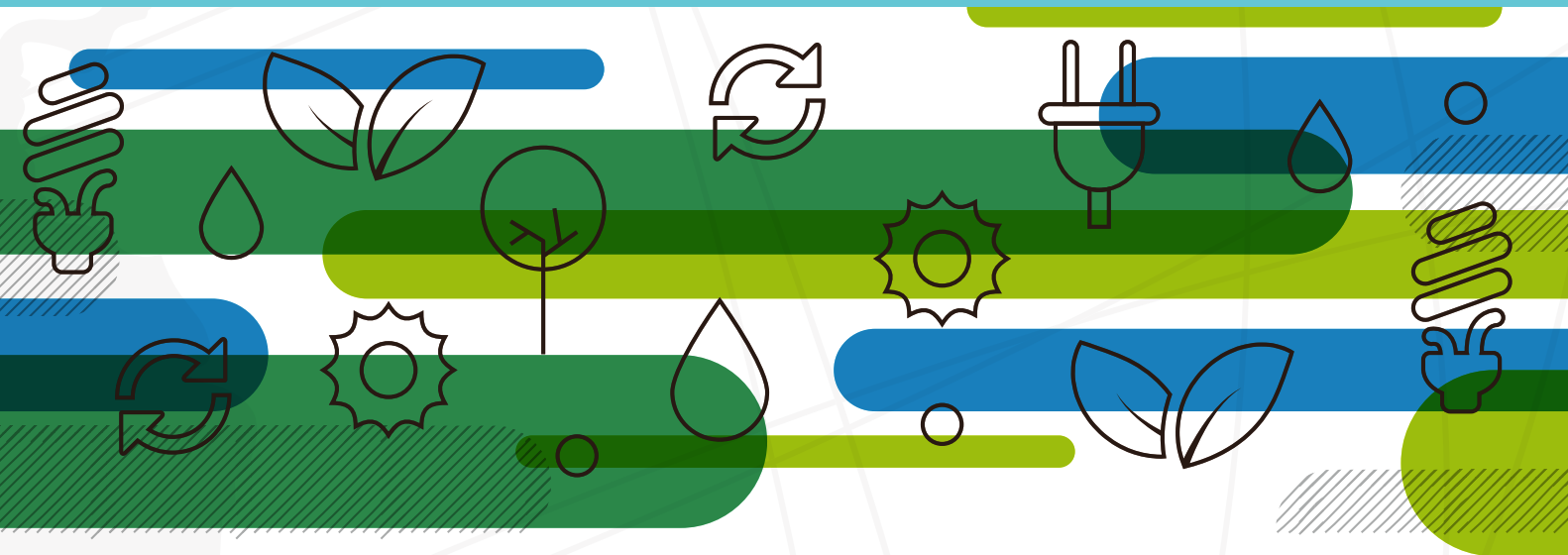




itfc

Société Internationale
Islamique de Financement
du Commerce

COMMERCE INTERNATIONAL ET CHANGEMENT CLIMATIQUE



Membre du Groupe de la Banque
Islamique de Développement



MARRAKECH
COP22|2016|CMP12
UN CONFÉRENCE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Allocution du Directeur Général

Les questions de commerce et du changement climatique sont étroitement liées, notamment dans nos pays membres où l'économie d'un bon nombre de ces pays dépendent de l'agriculture -- un secteur qui est très vulnérable par le changement climatique.

Les faits naturels provoqués par le changement climatique, comme le réchauffement climatique - qui se manifeste sous forme d'inondation, l'élévation du niveau de la mer et les sécheresses - ont des répercussions importantes sur les cultures agricoles, l'élevage, la pêche et les ressources en eau.

Nous, à la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC), pensons que la relation entre le changement climatique et le commerce international est subtile. Derrière chaque transaction commerciale, il y a un processus de production associé par ricochet aux émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, les politiques commerciales peuvent influencer sur les émissions, et donc des politiques relatives au changement climatique peuvent également influencer sur le commerce. L'ITFC n'est pas seulement un prestataire de financement islamique du commerce, mais aussi une institution financière de développement, au service de ses pays membres, qui s'engage à fournir un soutien au développement pour le bien-être socio-économique des peuples.

Compte tenu de son bilan de réalisations en matière de promotion du commerce mondial dans les pays émergents, l'ITFC bénéficie d'un net avantage concurrentiel dans l'engagement des parties prenantes en vue de soutenir le commerce international qui aborde le défi du changement climatique.

L'ITFC, aux côtés de ses pays membres et ses partenaires régionaux, est engagé à promouvoir le commerce international durable tout en intégrant les politiques de changement climatique le long du processus, et nous vous invitons à nous rejoindre dans la réalisation de cet important mandat.

Eng. Hani Salem Sonbol
Directeur Général, ITFC

Tendances du commerce mondial

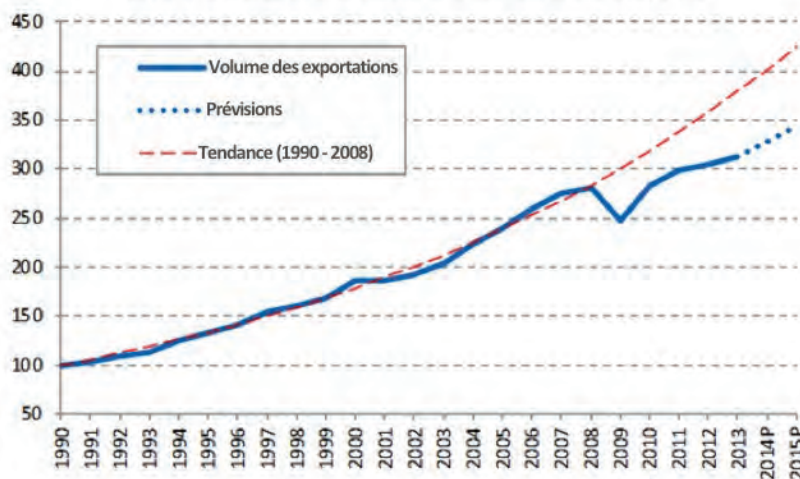
Les dernières décennies ont été marquées par une expansion sans précédent du commerce international. Une croissance substantielle dans la tendance le commerce des biens et services a été enregistrée au cours de l'année dernière, d'environ 5 trillions de dollars en 1994 à environ 24 trillions de dollars.

Par ailleurs, le commerce a considérablement évolué au fil du temps; il a triplé à l'échelle mondiale depuis 1950 en raison de la croissance dans les marchés émergents. L'Asie et le Moyen-Orient ont été les principales régions qui ont bénéficié de la croissance soutenue des exportations, malgré le ralentissement du commerce mondial en 2008 et 2016.

Selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la part du Moyen-Orient dans les exportations mondiales entre 2005 et 2015 est passée de 3% à 4% (1,5 trillion de dollars), tandis que la part de l'Asie est passée de 25% à 30% (5,5 trillion de dollars).

Récemment, l'une des principales tendances du paysage commercial a été la croissance du commerce sud-sud ou le commerce entre les différentes régions des marchés émergents, qui n'implique pas les économies développées des pays de l'OCDE.

Le volume des exportations mondiales de marchandises, 1990-2015



Source: Secrétariat de l'OMC

Commerce international et Changement climatique

La relation entre le changement climatique et le commerce international est très étroite. Chaque processus de production entraîne une transaction commerciale, qui à son tour est associée aux émissions de gaz à effet de serre. Par conséquent, les politiques favorisant le commerce affectent les émissions, de même que les politiques de réduction des émissions influent également sur le commerce.

Compte tenu du lien évident entre les processus de production, les transactions commerciales et les émissions de gaz à effet de serre résultantes, les politiques sur les changements climatiques peuvent avoir un grand impact dans les pays en développement qui travaillent sur l'augmentation de leurs capacités de production globale et leurs intégrations liées aux marchés mondiaux.

Ces dynamiques sont au cœur du modèle d'affaires de l'ITFC. L'ITFC est la seule institution financière de développement qui se concentre uniquement sur le financement du commerce dans le but de soutenir le développement économique de ses pays membres.





L'ÉTUDE DE CAS:

Un financement pré-exportation pour le secteur du café indonésien et son impact sur le changement climatique

Le changement climatique et le commerce équitable

Les pays membres dans le monde en développement ont le moins contribué au changement climatique mais sont les plus touchés par celui-ci. La préoccupation des agriculteurs en Asie et en Afrique augmente à mesure que le changement climatique - un problème mondial - les affecte directement. Pour remédier à ce phénomène, les agriculteurs ont besoin d'être soutenus dans l'adaptation aux défis du changement climatique, mais aussi dans la réduction de leur empreinte écologique. Ceci est particulièrement pertinent étant donné que l'agriculture et les autres utilisations des terres représentent environ 25% des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Le café et le changement climatique

Selon les organisations internationales du café (OIC), les exportations mondiales de café étaient de 7,8 millions de sacs en juillet 2016, contre 9,9 millions en juillet 2015. Les exportations de café au cours des dix premiers mois entre octobre 2015 et juillet 2016 ont diminué de 1,7% en comparaison avec les dix premiers mois de la dernière année caféière.

Le changement climatique menace en effet à l'échelle mondiale les cultures de café sur tous les marchés principaux. Les facteurs affectant la production des cultures de café comprennent de longues sécheresses et des hautes températures perturbées par de fortes précipitations, des insectes nuisibles plus résistants et des maladies des plantes. Ces facteurs, tous liés au changement climatique, ont réduit les offres de café de façon spectaculaire au cours des dernières années.

El Niño a affecté la production de café en Indonésie, quatrième plus grand producteur de café au monde, au cours des dernières années ainsi que son infrastructure d'irrigation qui n'est pas développée de façon optimale. Les petits exploitants locaux, qui manquent de moyens financiers et de compétences techniques pour compenser l'impact négatif provoqué par El Niño, possèdent de nombreuses plantations de café en Indonésie. En raison de la sécheresse prolongée, les caféiers pourraient voir leurs taux de production baisser entre 30 et 40 pour cent.

En prévision d'une évolution du climat, les rendements des cultures ainsi que l'utilisation des pesticides devraient être affectés dans la mesure où des pesticides plus résistants sont utilisés pour lutter contre les parasites. L'agriculture intensive contribue également à la réduction des populations d'animaux sauvages et à la mise en danger d'espèces telles que les amphibiens. En soutenant les exportations de café biologique certifiées, l'ITFC contribue à la préservation de l'écosystème pour une industrie du café et un environnement durables.

Programme ITFC de développement du commerce équitable des exportations de Café

L'ITFC, en collaboration avec l'Association Indonésienne des Exportateurs de Café (AICE), a développé le Programme de Développement des Exportations de Café Indonésien en 2016 pour créer des conditions commerciales plus justes pour les agriculteurs tout en les aidant à s'adapter et à atténuer les changements climatiques. Le programme prévoit de travailler avec 200.000 agriculteurs sur une durée de plus de 3 ans.

Le Programme de développement du commerce équitable des exportations de Café indonésien repose sur les « success stories » dans le commerce international et le changement climatique à l'ITFC.

Par exemple, l'ITFC a conçu une opération 'Mourabaha' de financement du commerce d'un million de dollars américains en Indonésie au profit du secteur du café, afin de répondre aux exigences de financement pré-export en 2011. L'impact de cette opération dans cette structure était multiplié par deux. Tout d'abord, l'ITFC a directement financé les besoins en fonds de roulement en matière de pré-exportation de l'exportateur. Deuxièmement et plus important encore, en payant les fournisseurs qui représentaient le commerce équitable et les coopératives certifiées biologiques, 6.000 agriculteurs dans cinq coopératives ont été en mesure d'obtenir les fonds plus tôt que d'avoir à attendre le paiement des acheteurs finaux.

Le financement de l'ITFC a aidé les agriculteurs à obtenir un meilleur prix pour leur café, parce que les frais d'intérêt que l'exportateur encourait auparavant étaient plus élevés; en outre, elle a contribué à soutenir la croissance de l'exportateur et des coopératives. Avec la capacité de payer en liquide, elle a rendu plus facile pour eux d'attirer de nouveaux membres et des nouvelles coopératives à se joindre à leurs organisations, propageant l'impact du commerce équitable plus loin.

La prime du commerce équitable et la norme en matière de climat

L'aspect le plus intéressant du programme ITFC est sa prime du commerce équitable et sa norme en matière de climat qui aura un impact sur 200.000 agriculteurs.

- **Adaptation aux changements climatiques:** Les primes du commerce équitable sont des paiements au-dessus du prix du commerce équitable qui va dans un fonds communautaire pour les agriculteurs afin de rendre leurs collectivités plus résistantes aux changements climatiques (Adaptation aux changements climatiques)
- **Commerce équitable des crédits de carbone (FCC):** La norme en matière de climat d'autre part est un mécanisme novateur d'accès des agriculteurs au marché du carbone en développant des projets de commerce équitable des crédits de carbone (FCC). Ces projets permettront aux agriculteurs à la fois d'apporter leur contribution à l'atténuation du changement climatique tout en s'adaptant au changement climatique.

Entre autres principes, la norme en matière de climat comprend:

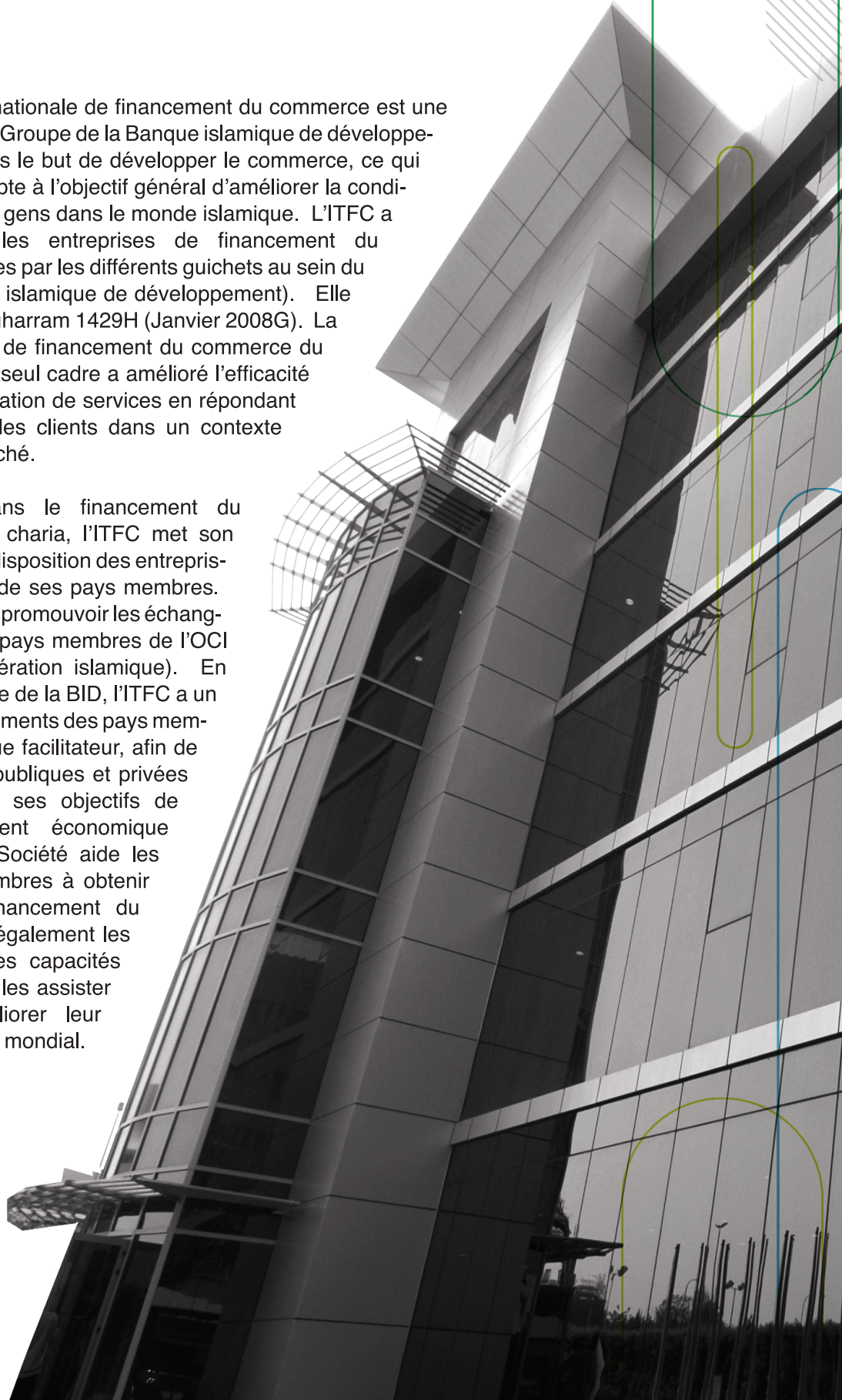
- **Le renforcement des capacités:** La norme en matière de climat relative au commerce équitable donne aux producteurs la possibilité de jouer un rôle plus actif dans les projets de carbone, en améliorant leurs connaissances sur le changement climatique et en développant des projets et des compétences en gestion du carbone, tout en prenant en charge leurs propres projets de carbone au fil du temps.
- **Les réductions d'émissions de l'acheteur final:** A la fin de la chaîne d'approvisionnement, ceux qui achètent des crédits carbone du commerce équitable doivent mettre en œuvre un plan fiable pour réduire leurs émissions et compenser de plus en plus leurs émissions avec des crédits carbone du commerce équitable.

À propos de l'ITFC:

La Société islamique internationale de financement du commerce est une entité autonome au sein du Groupe de la Banque islamique de développement. Elle a été créée dans le but de développer le commerce, ce qui contribuerait en fin de compte à l'objectif général d'améliorer la condition socio-économique des gens dans le monde islamique. L'ITFC a depuis renforcé toutes les entreprises de financement du commerce qui étaient gérées par les différents guichets au sein du Groupe de la BID (Banque islamique de développement). Elle a lancé les activités en Mouharram 1429H (Janvier 2008G). La consolidation des activités de financement du commerce du Groupe de la BID dans un seul cadre a amélioré l'efficacité de la Société dans la prestation de services en répondant rapidement aux besoins des clients dans un contexte commercial axé sur le marché.

En tant que leader dans le financement du commerce conforme à la charia, l'ITFC met son expertise et ses fonds à la disposition des entreprises et des gouvernements de ses pays membres. Son objectif principal est de promouvoir les échanges commerciaux entre les pays membres de l'OCI (Organisation de la Coopération islamique). En tant que membre du Groupe de la BID, l'ITFC a un accès unique aux gouvernements des pays membres et elle agit, en tant que facilitateur, afin de mobiliser des ressources publiques et privées dans l'optique d'atteindre ses objectifs de soutenir le développement économique grâce au commerce. La Société aide les entités dans les pays membres à obtenir un meilleur accès au financement du commerce. Elle leur offre également les outils de renforcement des capacités liés au commerce, afin de les assister dans leur efforts d'améliorer leur compétitivité sur le marché mondial.

www.itfc-idb.org



STRUCTURE DU GROUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

Création

La Banque islamique de développement (BID) est une institution financière internationale créée en vertu des articles de convention faits dans la ville de Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite, le 21 Rajab 1394H correspondant au 12 août 1974. La réunion inaugurale du Conseil des gouverneurs a eu lieu en Rajab 1395H (juillet 1975) et la BID a officiellement commencé ses activités le 15 Chawal 1395H (20 octobre 1975).

Vision

D'ici l'an 1440H, la Banque islamique de développement sera devenue une banque de développement de classe mondiale, inspirée par les principes islamiques, qui a contribué de manière significative à la transformation du paysage du développement humain global dans le monde musulman et contribué à rétablir sa dignité.

Mission

Promouvoir un développement humain global, avec un accent dans les domaines prioritaires de la lutte contre la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, l'amélioration de la gouvernance et la prospérité du peuple.

Adhésion

La BID compte 57 pays membres à travers différentes régions. Les conditions de choix pour l'adhésion sont que le pays candidat devrait être un membre de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), qu'il verse la première tranche de sa souscription minimum au capital national de la BID, et qu'il accepte tous les termes et conditions qui peuvent être décidés par le Conseil des gouverneurs.

Capital

Lors de sa 38e réunion annuelle, le Conseil des gouverneurs de la BID a approuvé la 5e augmentation générale du capital de sorte que le capital autorisé a été porté à 100 milliards de dinars islamiques et le capital souscrit (disponible à la souscription) a été porté à 50 milliards de dinars islamiques. Par la même résolution, le Conseil des gouverneurs a décidé de la convocation de la partie exigible (en espèces) de la 4ème augmentation générale du capital. En fin 1436H, le capital souscrit de la BID s'élevait à 49.92 milliards de dinars islamiques.

Le Groupe de la Banque islamique de développement

Le Groupe de la BID comprend cinq entités: la Banque islamique de développement (BID), l'Institut islamique de recherche et de formation (IIRF), la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD), la Société islamique pour l'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (ICIEC) et la Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC).

Siège, Bureaux régionaux et nationaux

Basée à Djeddah, au Royaume d'Arabie Saoudite, la BID a quatre bureaux régionaux à Rabat au Maroc; à Kuala Lumpur en Malaisie; en Almaty au Kazakhstan; et à Dakar au Sénégal et des centres internationaux nationaux en Turquie (Ankara et Istanbul), en Indonésie et au Nigeria.

Année financière

L'exercice de la BID était l'année lunaire Hijra (H). Cependant à compter du 1er janvier 2016, l'exercice sera l'année solaire Hijra commençant le 11 du Capricorne, (correspondant au 1er janvier) et se terminant le 10 du Capricorne (correspondant au 31 décembre de chaque année).

Unité de compte

L'unité de compte de la BID est le Dinar islamique (ID), ce qui équivaut à un droit de tirage spécial (DTS) du Fonds monétaire international.

Langue

La langue officielle de la BID est l'arabe, mais l'anglais et le français sont également utilisés comme langues de travail.



Le Groupe de la Banque islamique de développement

Le Groupe de la BID comprend cinq entités: La Banque islamique de développement (BID), l'Institut islamique de recherche et de formation (IIRF), la Société islamique pour l'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (ICIEC), la Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD), et la Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC).

Siège, Bureaux régionaux et nationaux

Basée à Djeddah, au Royaume d'Arabie Saoudite, la BID a quatre bureaux régionaux à Rabat au Maroc; à Kuala Lumpur en Malaisie; en Almaty au Kazakhstan; et à Dakar au Sénégal. www.isdb.org



L'Institut islamique de recherche et de formation (IIRF)

L'Institut islamique de recherche et de formation (IIRF), a été créé en 1401H (1981) comme le bras de recherche et de formation de la BID. L'IIRF joue un rôle clé dans le soutien de la transformation du Groupe de la BID en une organisation de classe mondiale basée sur la connaissance. Le mandat de l'IIRF est de soutenir le développement et la survie d'une industrie dynamique et globale des services de finance islamique qui favorise le développement socio-économique dans les pays membres de la BID. L'Institut entreprend une politique de recherche appliquée de pointe ainsi que le renforcement des capacités et des services consultatifs dans le domaine de l'économie et de la finance islamiques. L'IIRF vise à être un centre mondial de connaissances pour l'économie et la finance islamiques conformément à sa nouvelle vision.

www.irti.org



La Société islamique pour l'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (ICIEC)

ICIEC a été créée en 1415H (1994) par la Banque islamique de développement (BID) et les pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) comme une entité indépendante au sein du Groupe de la BID. Son mandat consiste à: (i) aider à élargir le cadre des transactions commerciales des pays membres; (ii) faciliter le flux des investissements directs étrangers dans les pays membres; et (iii) fournir les régimes de réassurance aux agences de crédit à l'exportation dans les pays membres.

ICIEC accomplit ces objectifs en fournissant l'assurance de crédit et du risque-pays ainsi que des instruments de réassurance islamiques appropriés conformes à la charia. www.iciec.com



La Société islamique pour le développement du secteur privé (ICD)

L'ICD a été créée en 1420H (1999) comme une entité indépendante au sein du Groupe de la BID et est opérationnelle depuis le 6 Rabî Thani 1421H (8 juillet 2000). La mission de l'ICD est de compléter le rôle joué par la BID à travers le développement et la promotion du secteur privé en tant que moteur de la croissance économique et la prospérité dans les pays membres.

Les principaux objectifs de l'ICD sont: (i) soutenir le développement économique de ses pays membres par la fourniture de financement visant à promouvoir le développement du secteur privé, conformément aux principes de la Charia; et (ii) prodiguer des conseils aux gouvernements et aux organisations privées pour encourager la création, l'expansion et la modernisation des secteurs privés. www.icd-idb.com

